

# REFAIRE COHÉSION EN EUROPE

La quatrième édition des assises européennes du Long Terme, organisée par Confrontations Europe le 14 novembre dernier avec le soutien de la région Île-de-France, avait pour thème « L'Avenir de la Cohésion en Europe ». Retour sur une journée qui a rassemblé des économistes, des politistes, des acteurs du monde privé et de la société civile et offert des débats riches et nourris.

**M**algré un contexte macroéconomique globalement plus favorable, la situation européenne reste inquiétante. Les investissements, s'ils ont repris, n'en restent pas moins à des niveaux inférieurs de 20 % à leur niveau d'avant 2008. De même, si la convergence a repris au sein de l'Union (en particulier entre Est et Ouest), le rythme de celle-ci est trop lent et les inégalités ont explosé. Pis encore, les pays de la zone euro divergent : l'Italie par exemple décroche et s'éloigne de l'Allemagne. Cette situation est intenable sur le moyen terme, et appelle à renforcer la compétitivité là où il y en a le plus besoin, et à accompagner ces actions de mécanismes de mutualisation pour assurer une certaine solidarité de la zone. Un fossé se creuse en Europe entre les sociétés européennes et en leur sein sous la pression des multiples transformations (économiques, sociales, technologiques, éco-

logiques, mais également culturelles et cognitives), avec les violences qu'elles supposent.

## Besoins d'investissements massifs

La cohésion est une question existentielle pour le continent européen, dont l'histoire est profondément marquée par la tension entre recherche d'unité et revendication légitime de l'expression des diversités. Ce qui tient les Européens ensemble aujourd'hui, c'est probablement avant tout le contexte international, et l'instabilité qu'elle charrie. Pourtant face à Trump ou à la stratégie des routes de la Soie chinoises, l'Europe doit se réveiller. La conviction que la civilisation européenne n'est ni américaine ni chinoise ne suffira pas à assurer la cohésion du continent face notamment aux investissements chinois. Car, malgré un contexte de pression budgétaire forte, les besoins des sociétés européennes pour s'adapter aux mutations et transformations qui les

touchent sont immenses. En plus des nouveaux investissements nécessaires à assurer la prospérité de demain, le récent effondrement du pont de Gênes témoigne des besoins de maintenance parfois conséquents et non assumés des infrastructures existantes.

La crise migratoire, en particulier, a mis et met à rude épreuve la cohésion des Européens. Au niveau européen, l'absence de solidarité des Européens envers les pays dits de première entrée a provoqué des tensions très fortes dans ces États, qui sont également ceux touchés le plus durement par la crise économique et financière depuis dix ans. L'Italie est particulièrement affectée. Le malaise grandit et le pays jadis le plus europhile est aujourd'hui eurosceptique. En Grèce, la situation n'est guère plus réjouissante. L'accueil des populations amenées à rester durablement sur le territoire grec, malgré des progrès permis par la loi, reste très largement en deçà des besoins, celles-ci n'ayant quasiment jamais dans les faits accès aux soins ou aux formations nécessaires à leur intégration. Au-delà de la nécessaire révision des accords de Dublin, des investissements massifs sont là encore nécessaires pour permettre l'intégration de ces nouveaux arrivants.

## Absence de stratégie européenne globale

Il y a un an, nous constatons la nécessité d'opérer un changement qualitatif dans l'approche européenne de l'investissement de long terme. Le bilan du Fonds Européen pour les investissements stratégiques (Fonds Juncker) confirme cette position. Le Fonds est certes un succès quant au volume de fonds mobilisés (l'objectif de 500 milliards d'investissement est en passe d'être atteint) et les projets sont pour la très grande majorité nouveaux (80 % des contreparties de la BEI). Mais, des besoins qui devaient en théorie être couverts par le Fonds ne le sont pas dans les faits : amélioration de l'employabilité, modernisation de la



formation, etc. confirmant ainsi le problème de pilotage politique de l'instrument.

Au cœur du problème, l'absence d'une stratégie européenne globale qui articule objectifs de développement et objectifs de cohésion. La stratégie Europe 2020, avec toutes ses limites, n'a même pas été révisée. La politique européenne de cohésion a très largement perdu de sa substance et est aujourd'hui utilisée comme guichet pour le financement d'autres politiques de l'Union (par exemple, en appui aux réformes structurelles dans le cadre de la gouvernance de l'UEM). De même, la question du transfrontière n'est toujours pas traitée. Si l'énergie solaire est plus simple à produire en Grèce qu'autour de la Baltique, c'est le contraire qui se produit, faute d'une stratégie d'investissement et de spécialisation productive au niveau européen, qui s'attaque notamment aux différences de conditions d'investissement au sein de l'UE et promeut l'investissement transfrontière.

Pourtant la politique de cohésion doit demeurer le bras armé de l'Union, avec un budget ambitieux. Or la Commission a proposé de baisser ce volet de 10 % dans le futur cadre financier pluriannuel 2021-2022. C'est certes loin des pires scénarios évoqués il y a quelques mois mais n'est clairement pas à la hauteur des enjeux. Cette baisse se fait principalement au détriment des régions de l'Europe centrale, dont il est vrai le PIB par habitant a connu un effet de rattrapage. Ainsi, la République tchèque va perdre 37 % des fonds qui lui sont attribués. Mais, le recours à un seul et unique indicateur n'est pas suffisant pour appréhender la complexité des situations aux différents niveaux régionaux et il faudrait l'enrichir pour permettre d'avoir une approche globale des problématiques de cohésion.

Un déblocage du verrou budgétaire est nécessaire pour permettre à l'Union (dans un contexte de contrainte budgétaire aux niveaux nationaux) de prendre ses responsabilités et de faire face aux besoins des sociétés européennes. Et, la logique de synergies des financements européens ne pourra pas pallier tous les besoins, loin s'en faut. Les négociations sur le futur cadre financier pluriannuel doivent donc être rouvertes à l'issue des prochaines élections. En particulier, la question des ressources propres doit – enfin – déboucher. Il est, en effet, temps de diminuer la dépendance du budget européen aux contributions natio-



© Confrontations Europe

nales de ses membres et des négociations sur le retour géographique de ces fonds. Bref, il est temps de refaire du budget européen un budget commun finançant des politiques communes à forte valeur ajoutée européenne.

Depuis les années 1980, l'économie et le social sont traités séparément en Europe. À l'échelle européenne le premier, au niveau national le second. Cette disjonction n'est pas tenable. Au lieu de provoquer les coopérations et les solidarités entre les nations, que Jacques Delors appelait de ses vœux, elle a favorisé la concurrence entre les sociétés et leurs modèles sociaux, qui auraient pourtant besoin d'être profondément modernisés. À cette concurrence sociale (couplée à une « fossilisation » des protections sociales) s'ajoute la carence de stratégie économique au niveau européen, liée au délitement de sa capacité prospective.

Il faut aujourd'hui admettre que l'Europe n'a pas vocation à devenir l'État providence du XXI<sup>e</sup> siècle. La transposition de modèles nationaux (l'Europe providence) à un échelon européen est une illusion dangereuse car inaccessible et pas forcément souhaitable. En revanche, l'Europe a un rôle pour construire des biens communs partagés par les Européens qui leur permettraient de préparer l'avenir. Là encore, l'investissement de long-terme occupe une place centrale. L'investissement humain dans l'éducation, la formation, les transitions et mobilités professionnelles, etc. a été le grand oublié du plan Juncker. C'est pourtant lui qui conditionne cette réarticulation qui semble inéluctable. La construction d'un grand marché européen du travail transnational nécessiterait ainsi des investissements importants pour provoquer et accompagner les mobilités, mais aussi pour équilibrer

les dépenses des États dans la formation de ceux qui partent travailler ailleurs en Europe.

Mais, cette dissociation entre économique et social trouve plus largement sa racine dans la financiarisation de l'économie et attaque les modèles d'entreprise. L'expansion du modèle capitaliste anglo-saxon et de l'école dite de Chicago, pour lesquels l'entreprise appartient à ses actionnaires et la valeur à risque (*Value at Risk* – *VaR*) à court terme prime, s'est faite au détriment de modèles d'Europe occidentale non uniformes. La France, qui bascule progressi-

*La politique européenne de cohésion a très largement perdu de sa substance et est aujourd'hui utilisée comme guichet pour le financement d'autres politiques de l'Union*

vement vers le modèle anglo-saxon en est une des meilleures illustrations. Les différents chocs qui affectent les économies européennes (épuiement des ressources, vieillissement des populations, reprise de la financiarisation de l'économie, explosion des inégalités, tentations de repli national, etc.) aggravent cette tendance. Nous avons donc besoin de faire émerger un modèle capitaliste européen, permettant le partage des revenus et des responsabilités avec les parties prenantes, la projection dans le temps long, la réduction des inégalités, etc. Il s'agit de créer un cadre favorable à ce type de capitalisme et à la projection dans le long-terme. Chantier-clé pour l'émergence de ce modèle de développement, l'Union des capitaux et des investissements sur laquelle il doit pouvoir s'adosser. Là encore, beaucoup reste à faire pour pouvoir permettre à l'épargne importante des Européens d'aller là où elle est nécessaire. ☞

Par Confrontations Europe